

ACTION URGENTE

HAÏTI. DES FAMILLES RISQUENT D'ÊTRE EXPULSÉES DE FORCE

Plus de 500 familles sans abri risquent d'être expulsées de force d'un camp de fortune situé dans le centre de Port-au-Prince (Haïti), où elles vivent depuis le séisme de janvier 2010. Amnesty International craint vivement qu'elles ne soient pas relogées convenablement.

Le conseil municipal de Port-au-Prince a annoncé qu'il comptait expulser des familles sans domicile vivant dans un camp de fortune aux abords du stade Sylvio Cator, dans le centre de Port-au-Prince, vendredi 15 juillet. Ces 514 familles ont trouvé refuge à cet endroit et y vivent depuis le séisme de janvier 2010. Elles font partie des centaines de milliers de personnes qui se sont retrouvées sans domicile à la suite de ce tremblement de terre et qui n'avaient pas d'autre choix que de se fabriquer un abri là où elles le pouvaient.

Le maire de Port-au-Prince s'est rendu dans ce camp le 12 juillet pour prévenir les habitants qu'ils devaient partir avant le vendredi 15 juillet. Aucune décision de justice ne leur a été présentée. Il s'agissait du premier avertissement d'expulsion imminente qu'ils recevaient. Le maire était censé retourner parler avec ces familles le mercredi 13 juillet, mais il n'y est pas allé. Bien que les autorités semblent avoir désigné de nouveaux logements à moins de deux kilomètres du camp, les familles ont déclaré qu'elles ne s'étaient vu proposer qu'une petite zone de marais où seules 40 d'entre elles seront en mesure de construire de nouveaux abris de fortune. Leurs inquiétudes sont renforcées par le fait que c'est actuellement la saison des pluies et des cyclones en Haïti. Les familles auraient été informées qu'elles seraient expulsées de force si elles ne partaient pas de leur plein gré. La raison de cette expulsion serait liée à un événement sportif qui semble devoir se dérouler dans le stade.

Ces familles faisaient parties des 7 000 personnes qui ont dû se réfugier à l'intérieur du stade Sylvio Cator juste après le séisme et avaient construit des abris de fortune sur le terrain. Elles ont été expulsées de force du stade en avril 2010 sans que des solutions de relogement leur soient proposées. N'ayant nulle part où aller, environ la moitié des familles expulsées ont établi un camp de fortune aux abords immédiats du stade. Elles risquent désormais d'être à nouveau expulsées et pourraient se retrouver sans abri pour la troisième fois en 18 mois.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en français ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à suspendre toute expulsion de personnes vivant dans le camp de personnes déplacées situé près du stade Sylvio Cator jusqu'à ce qu'une solution de logement convenable puisse être proposée ;
- priez-les instamment de veiller à ce qu'aucune expulsion n'ait lieu en dehors de toute procédure légale, sans préavis suffisant ni consultation, et de garantir que toutes les personnes concernées aient accès à une solution de relogement adéquate ;
- rappelez-leur que les Principes directeurs de l'ONU relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays disposent que ces personnes ont droit à un niveau de vie suffisant, comprenant abri et logement, ainsi que le droit d'être protégées contre tout déplacement arbitraire.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 25 AOÛT 2011 À :

Maire de Port-au-Prince
Monsieur Muscadin Jean Yves Jason
151, Angle Avenue Jean Paul II et Impasse
Duverger
Turgeau
Port-au-Prince, Haïti
Courriel : mairiedeportauprince@gmail.com
Formule d'appel : Monsieur le Maire,

Président de la République
Monsieur Michel Martelly
Palais National
Rue Magny
Port-au-Prince, Haïti
Fax : + 1 202-745-7215 (via l'ambassade
d'Haïti aux États-Unis)
Courriel :
communications@presidentmartelly.ht
Formule d'appel : Monsieur le Président,

Copies à :
ONG
Groupe d'Appui aux Rapatriés & Réfugiés
69, Rue Christ-roi
P.O. Box 19273
Port-au-Prince, Haïti
Courriel : garr@garr-haiti.org

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques d'Haïti dans votre pays (adresse(s) à compléter).

Nom(s), adresse(s), n° de fax, courriel, formule d'appel

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

HAÏTI. DES FAMILLES RISQUENT D'ÊTRE EXPULSÉES DE FORCE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Environ 7 000 personnes ont trouvé refuge dans le stade Sylvio Cator à la suite du séisme de janvier 2010. Elles ont été expulsées de force en avril de la même année sans que des solutions de relogement leur soient proposées. N'ayant nulle part où aller, environ la moitié d'entre elles ont formé un camp de fortune à proximité immédiate du stade. Quelque 680 000 personnes vivent actuellement dans plus d'un millier de camps en Haïti ; 70 % d'entre elles sont menacées ou risquent d'être chassées sous peu, la plupart du temps en dehors de toute procédure légale.

Un séisme dévastateur dont l'épicentre était localisé près de Port-au-Prince a touché Haïti le 12 janvier 2010, laissant plus d'1,5 million d'individus sans domicile. Des camps de fortune ont été installés en une nuit sur chaque bout de terrain libre, privé ou public. Dix-huit mois plus tard, les conditions de vie dans la plupart de ces camps demeurent misérables malgré l'aide apportée par bon nombre d'associations humanitaires. La construction d'abris temporaires afin d'héberger des dizaines de milliers de familles vivant dans ces camps avance lentement. Les expulsions forcées aggravent encore la situation déjà extrêmement difficile des familles haïtiennes qui n'ont aucune autre solution de logement.

